

DU SENEGAL
UN PEUPLE - UN BUT - UNE FOI
MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT

SEN99G41/B/10/99
" PROJET INTEGRE DE CONSERVATION
COMMUNAUTAIRE DE LA BIODIVERSITE "
(PICCB)

Dakar, le

2 doc.
regus
20 SEP 2000

ME/PICCB

Le Ministre

Objet : Cofinancement du projet de Conservation Communautaire
de la Biodiversité des Aires Protégées au Sénégal.

22 SEP. 2000

Référence : Projet SEN99G41 « Conservation Communautaire de la Biodiversité ».

Monsieur le Représentant Résident,

A la suite d'une requête du Gouvernement pour honorer ses engagements en tant que pays partie de la Convention sur la diversité biologique, le Sénégal a bénéficié d'un appui du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) et du PNUD, pour traduire en actions concrètes, sa stratégie nationale et son plan national d'actions pour une conservation participative et durable de la biodiversité.

Cet appui, d'un montant total de 401 300 \$US, a notamment permis, à travers le projet PDF B rappelé en référence, la tenue d'ateliers de concertations avec les acteurs concernés, de consultations, de collectes de données biophysiques et socioéconomiques et de formulations participatives suivant la vision des acteurs à la base du projet de conservation communautaire de la biodiversité.

Ce projet, en phase avec la stratégie et le plan national d'actions de conservation de la biodiversité, a retenu quatre (04) sites d'actions représentant les plus hautes densités de biodiversité et les plus élevés taux d'endémisme au Sénégal. Ces sites, comprenant des sites du patrimoine mondial de l'humanité, des réserves de biosphère et des zones humides classées sites Ramsar sont par ailleurs les plus sollicités par les systèmes ruraux de production et concernent avec leurs terroirs villageois adjacents, 1] le Parc National de Niokolo-Koba ; 2] les Parcs Nationaux de Basse Casamance et du Delta du Saloum ; 3] les Réserves de faune du Ferlo et 4] les habitats côtiers des Niayes.

A cet effet, ce projet, complément essentiel pour une consolidation de vos actions en cours dans le site du Parc National de Niokolo-Koba et sa périphérie avec le Fonds de Développement Local de Kédougou, pour l'atteinte de résultats environnementaux globaux d'importance mondiale de préservation des écosystèmes et des éléments de leur biodiversité, a retenu comme priorités, la mise en œuvre de projets villageois limitrophes des aires protégées par un renforcement des capacités des acteurs et par une amélioration de la gestion de ces aires protégées.

Cet important projet prioritaire pour le Sénégal et inscrit parmi les actions les plus urgentes de mon département, pour l'atteinte d'un développement durable capable de générer des profits environnementaux mondiaux se chiffre à 57.272 millions \$US. De ce montant, 25.844 millions \$US seront pris en charge par le FEM et 9.556 millions \$US, par le Sénégal. Le reste, soit 21.872 millions \$US, est nécessairement à mobiliser en cofinancement.

En vue de permettre l'examen de ce projet par le Conseil du FEM prévu lors de son intersession de janvier 2001, une lettre d'intention des partenaires au développement couvrant ce cofinancement est nécessaire avant le 20 décembre 2000.

A cet effet, j'ai le plaisir de vous transmettre ci-joint, deux (02) exemplaires du document dudit projet, pour requête de cofinancement en même temps que la fiche, également ci-jointe, du budget indiquant le besoin du financement en cours de recherche.

Avec mes remerciements pour l'engagement du PNUD aux côtés du Sénégal pour un développement humain durable et la protection de l'environnement, je vous en souhaite une très bonne réception.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Représentant Résident, avec l'espoir d'un élargissement et d'un renforcement de notre belle coopération, l'assurance de ma parfaite considération.

A
Monsieur le Représentant Résident
du PNUD à Dakar
DAKAR

Lamin P. G.

Dr. Maradou Laminou BA

BUDGET EN MILLIONS DE \$US ET BESOIN EN FINANCEMENT

Project Outputs	Cofinancement (en Millions de US\$)					Total (US\$)
	Disponible		A rechercher			
	GEF	GOS ¹	BF1	BF2	BF3	
1. Adaptation du cadre juridique à la conservation durable de la biodiversité	0.163	0.030		0.009		0.202
2. Renforcement des capacités des acteurs concernés pour une gestion durable des écosystèmes	8.524	3.181	7.346	6.500	2.400	27.851
3. Amélioration de la gestion des AP et de leurs périphéries	5.473	1.273		0.739		7.485
4. Lutte contre les feux de brousse pour une conservation durable de la biodiversité	7.038	2.094			4.827	13.959
5. Suivi-évaluation de l'évolution de la biodiversité des AP et de leurs périphéries	0.275	0.750		0.100		1.125
Total Composantes du projet	21.473	7.328	7.346	7.348	7.127	50.622
Unité de Coordination, Sites S/T et Assistance du projet	1.425	2.147				3.572
Imprévus	1.055					1.055
Sous Total	4.021	2.147				6.168
Total Full Project	25.494	9.475	7.346	7.348	7.127	56.790
Projet PDF/B	0.350	0.081	0.051			0.482
TOTAL GENERAL	25.844	9.556	7.397	7.348	7.127	57.272

¹ La contribution financière du Sénégal est de 2.519 millions de \$US en outre de sa contribution en nature se chiffrant à 7.037 comprenant le PDP/B. Le détail des contributions du pays par composante est au tableau A-4.

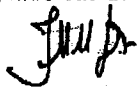
REPUBLIQUE DU SENEGAL
UN PEUPLE - UN BUT - UNE FOI
MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

Compte rendu de la séance de concertation entre le Projet de Mise en Oeuvre du Plan de Gestion de la Réserve de Biosphère du Delta du Saloum (PGRBDS) et du Projet de Conservation et Utilisation durable des Ressources Biologiques des Aires Protégées et de leurs Périphéries au Sénégal (PCBAP)

Le 15 Février 2001 à 11 heures, Messieurs Ibrahima Mat Dia et Adama Ly, Coordonnateurs respectivement du Projet de Mise en Oeuvre du Plan de Gestion de la Réserve de Biosphère du Delta du Saloum (PGRBDS) et du Projet de Conservation et Utilisation Durable des Ressources Biologiques des Aires Protégées et de leurs Périphéries au Sénégal (PCBAP) ont tenu une séance de travail à l'Hôtel N° 61 Diourou à Dakar, à l'effet d'examiner des possibilités de complémentarité et de synergie au titre des actions nécessaires à mener pour l'atteinte des objectifs desdits projets. A l'issue de l'examen des actions planifiées par les deux projets, les constats et les décisions ci-dessous ont été retenus:

1. Un total de cinquante (50) activités a été identifié et représentant toutes des actions planifiées par chacun des deux projets. A cet effet, aucun des deux projets n'ayant à lui tout seul les ressources financières nécessaires pour prendre en charge la totalité de ces actions sur toute l'étendue de la zone d'actions du site considéré, il est envisagé une complémentarité des deux projets pour la conduite de cette série de 50 actions nécessaires;
2. L'analyse des trois résultats nécessitant un total de dix (10) actions a été identifiées comme étant des actions de synergie entre le PCBAP et le PGRBDS.
3. A la lumière des actions de complémentarité (1) et des actions de synergie (2) les Coordonnateurs des deux projets estiment qu'une mise en commun des efforts et des moyens est nécessaire pour une atteinte d'un développement durable capable de générer des profits environnementaux de conservation durable de la biodiversité d'importance mondiale dans la Réserve de Biosphère du Delta du Saloum comprenant le Parc National du Delta du Saloum et sa périphérie.
4. A cet effet, les Coordonnateurs des deux projets estiment pour la période 2000 - 2004, qu'un montant global de 5 millions de \$US serait nécessaire pour une mise en oeuvre correcte des actions nécessaires pour une atteinte des résultats attendus en terme de développement durable et de conservation de la biodiversité. Ce montant intègre deux (2) millions de \$US à prendre en charge par le PGRBDS et trois (3) millions de \$US à prendre en charge par le PCBAP.
5. Pour parvenir à cette complémentarité et à cette synergie dans la mise en charge et la conduite des actions de démonstration et de dissémination des acquis sur le terrain, les Coordonnateurs des deux projets estiment qu'une concertation annuelle est nécessaire au moment de l'élaboration des plans d'opération en vue de coordonner les actions des deux projets.
6. Cet accord sera soumis à l'approbation des deux bailleurs de fonds ou de leurs agences de mise en oeuvre ou l'occurrence du PNUD et de l'UICN sous impulsion du Ministère de l'Environnement.

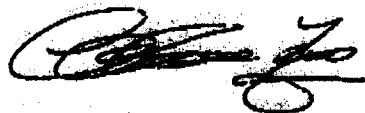
Ibrahima Mat Dia
Coordonnateur du PGRBDS



Date

15/02/01

Adama Ly
Coordonnateur du PCBAP



Date

15/2/2001

Sen PA/LEM

UNDP COMMUNICATIONS	
DATE MAY 2001	
FILE No. 005/2001	
ACTION INFO	
R.R.	
D.R.R. (P)	
D.R.R. (O)	
ACTION TAKEN	

REPUBLIQUE DU SENEGAL
UN PEUPLE - UN BUT - UNE FOI
MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT

Compte rendu de la réunion de concertation entre le Projet de Conservation de la Biodiversité des Aires Protégées du Sénégal et le Projet de Reboisement des zones du Littoral.

Les Coordonnateurs du Projet de Conservation de la Biodiversité des Aires Protégées (PCBAP) du Sénégal et le Projet de Reboisement des zones du Littoral (PRL) se sont réunis ce jour 25/04/2001 au siège du PICCB à l'effet de finaliser le travail de détermination des possibilités de complémentarité et de synergie dans les actions nécessaires à mener pour l'atteinte des objectifs desdits projets. Après une étude des actions planifiées par les deux projets, les décisions suivantes ont été retenues :

1. L'ensemble des actions de fixation des dunes vives d'envergure menaçant la production maraîchère et la biodiversité vont être conduites en régie par le PRL. A cet effet, toutes les actions de fixation des dunes d'envergure prévues par le projet biodiversité seront prises en charge par le PRL pour supporter les actions de cofinancement ;
2. les actions de levées des barrières au développement durable tant au niveau institutionnel, que technique et financier seront à la charge du projet biodiversité des aires protégées au profit des partenaires des deux projets comprenant notamment les groupements maraîchers, les organisations de groupements féminins et les éleveurs maraîchers des Niayes ;
3. les actions de fixation et de protection rapprochée des cuvettes maraîchères seront conduites par le projet biodiversité des aires protégées de manière communautaire pour une utilisation durable des ressources biologiques par des technologies adaptées et à usages multiples ;
4. Pour toute la période de mise en œuvre du projet prévue de 2001 à 2010, un montant de 3.298 Millions US \$ destiné à une fixation des dunes en régie par la JICA sera pris comme cofinancement au PCBAP au titre des réalisations prévues dans les terroirs villageois des Niayes ;
5. Une mission commune avec le projet PRL déterminera sur le terrain, les terroirs villageois devant faire l'objet d'actions pilotes à identifier de commun accord, pour une traduire en actions concrètes, la synergie des efforts et des moyens des deux projets dans l'atteinte des objectifs de restauration durable des écosystèmes des Niayes ;
6. Cet accord sera soumis à l'approbation des deux bailleurs de fonds ou de leurs agences de mise en œuvre en l'occurrence du PNUD et de la JICA sous l'impulsion du Ministère de l'Environnement.

Samba Faye
Coordonnateur du PRL
Date 25/4/2001

Adama Ly
Coordonnateur PCBAP
Date 25/4/2001

Accord de Cofinancement du PRL au PCBAP

23-04-2001 14:09 FROM:BIODIVERSITEF

8321682

TO:0012402508682

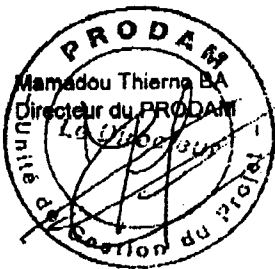
P:01

AL
REPUBLIQUE DU SENEGAL
UN PEUPLE - UN BUT - UNE FOI
MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT

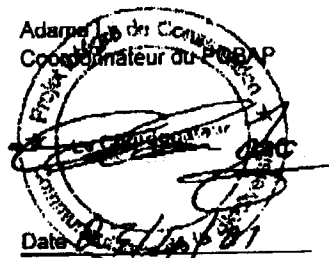
**Compte rendu de la séance de concertation entre le Projet de
Développement Agricole dans le Département de Matam (PRODAM)
et le Projet de Conservation et Utilisation durable des Ressources
Biologiques des Aires Protégées et de leurs Périphéries au Sénégal
(PCBAP)**

Le 18 Avril 2001 à 9 heures, Messieurs Thierno BA et Adama Ly. Coordonnateurs respectivement du Projet de Développement Agricole dans le Département de Matam (PRODAM) et du Projet de Conservation et Utilisation Durable des Ressources Biologiques des Aires Protégées et de leurs Périphéries au Sénégal (PCBAP) ont tenu une séance de travail au siège du PRODAM à Matam, à l'effet d'examiner des possibilités de complémentarité et de synergie au titre des actions nécessaires à mener pour l'atteinte des objectifs desdits projets. A l'issue de l'examen des actions planifiées par les deux projets, les constats et les décisions ci-dessous ont été retenus:

1. Un total de cent trente huit (138) activités a été identifié. Cet ensemble comprend des actions toutes planifiées par chacun des deux projets, soit un total de 121 activités. A cet effet, aucun des deux projets n'ayant à lui tout seul les ressources financières nécessaires pour prendre en charge la totalité de ces actions sur toute l'étendue de la zone d'actions du site considéré, il est envisagé une complémentarité des deux projets pour la conduite des actions identifiées.
2. Une série de dix sept (17) actions a également été identifiée par le PCBAP et peuvent être considérées comme étant des actions importantes pour consolider en synergie les actions du PRODAM.
3. A la lumière des actions de complémentarité (1) et des actions de synergie (2), les Coordonnateurs des deux projets estiment qu'une mise en commun des efforts et des moyens est nécessaire pour une atteinte d'un développement pastoral durable capable de générer des profits dans la lutte contre la pauvreté en milieu rural et dans la conservation durable de la biodiversité d'importance mondiale dans les écosystèmes sylvo-pastoraux du Ferto comprenant les Réserves de Faune du Ferto et les Réserves Sylvo-pastorales adjacentes.
4. A cet effet, les Coordonnateurs des deux projets estiment, pour la période 2002-2006, qu'un montant global de sept millions (7.000.000) de \$US serait nécessaire pour une mise en oeuvre correcte des actions nécessaires pour une atteinte des résultats attendus en termes de développement durable et de conservation de la biodiversité. Ce montant intègre quatre millions de \$US à prendre en charge par le PRODAM et trois millions de \$US à prendre en charge par le PCBAP (sur financement FEM).
5. Pour parvenir à cette complémentarité et à cette synergie dans la prise en charge et la conduite des actions de démonstration et de dissémination des acquis sur le terrain, les Coordonnateurs des deux projets estiment qu'une concertation annuelle est nécessaire au moment de l'élaboration des plans d'opération en vue de coordonner les actions des deux projets sur le terrain.
6. Cet accord servira de cadre d'identification en commun des villages-pilotes pour les interventions du PCBAP et de concrétisation d'un accord de prise en charge commune des actions nécessaires pour l'atteinte des objectifs des deux projets.



Date 23 Avril 2001



Date 23 Avril 2001

**Compte rendu de la séance de concertation pour une synergie entre
les actions du PADMIR et celles du PGIES dans les Niayes**

Le 17 Juillet 2001 à 10 heures, Monsieur Alioune FAYE, Chef de l'Unité d'Assistance Technique de Kébémér du Programme d'Appui à la Décentralisation en Milieu Rural (PADMIR) et Monsieur Adama Ly, Coordonnateur du Projet de Gestion Intégrée des Ecosystèmes dans Quatre Sites Représentatifs au Sénégal (PGIES) ont tenu une séance de travail au siège du PADMIR à Kébémér, à l'effet d'examiner des possibilités de complémentarité et de synergie au titre des actions nécessaires à mener pour l'atteinte des objectifs desdits programmes. Une rencontre, à la Coordination Nationale, ce Vendredi 08 Mars 2002, avec Monsieur Demba NIANG, Coordonnateur National du PADMIR, a confirmé l'intérêt de ce partenariat.

A l'issue de l'examen des actions planifiées par le PADMIR et le PGIES, les constats et les mesures ci-dessous ont été retenus:

1. Les actions de planification, d'aménagement et de gestion durable des ressources naturelles envisagées par le PADMIR et par le PGIES dans le Département de Kébémér sont en phase et en complémentarité pour une atteinte efficiente des résultats attendus par les deux projets.
2. A cet effet, aucun des deux projets n'ayant à lui tout seul les ressources financières nécessaires pour prendre en charge la totalité des actions identifiées par les deux projets, sur toute l'étendue des sites d'actions retenus dans le Département de Kébémér, il est envisagé une complémentarité des actions du PADMIR avec celles du PGIES pour une réalisation en synergie des actions nécessaires de développement durable et de conservation de la biodiversité dans cette partie des Niayes.
3. A la lumière des actions de complémentarité (a) et des actions de synergie (b) le Coordonnateur National du PADMIR et le Coordonnateur du PGIES estiment qu'une mise en commun des efforts et des moyens est nécessaire pour une atteinte dans le Département de Kébémér, d'un développement local durable capable de générer des profits environnementaux globaux de conservation communautaire durable de la biodiversité dans les Communautés Rurales (CR) pilotes et dans les terroirs villageois (TV) pilotes concernés.
4. Pour parvenir à cette complémentarité et à cette synergie, dans la prise en charge et la conduite des actions de démonstration et de dissémination des acquis sur le terrain, le Coordonnateur National du PADMIR et le Coordonnateur du PGIES estiment qu'une concertation annuelle est nécessaire au moment de l'élaboration des plans d'opérations en vue de coordonner, dans les Niayes, les actions sur le terrain de manière à établir la synergie attendue des deux projets. Cette concertation permettra de déterminer, de façon précise, la contribution de chaque partie, sur la base des plans d'opérations annuels. D'ores et déjà, le PADMIR et le PGIES estiment que cinq millions de US\$ (5,000,000 US\$) seront nécessaires pour une atteinte des objectifs. Sous ce rapport, le PGIES contribuera, pour environ 1,5 millions de US\$ de ce montant pour couvrir, notamment, les activités de levée de barrières au développement durable et de conservation de la biodiversité.
5. Cet accord a ainsi servi de cadre d'identification en commun des villages-pilotes pour les actions du PGIES pour une concrétisation dudit accord par une prise en charge commune des actions nécessaires pour l'atteinte, dans les Niayes, des objectifs des projets du PADMIR et de ceux du PGIES.

Demba Niang



Coordonnateur National du PADMIR

Adama Ly



Coordonnateur du PGIES

Date

08/03/02

Date

08/03/2002

PRG 043

SEN/99/G41

Dakar, le 15 février 2001

Monsieur le Ministre,

Objet : SEN/99/G41 « Conservation intégrée et à base communautaire de la biodiversité au Sénégal ».

Suite à ma lettre PRG 301 en date du 16 novembre 2000 et afin de permettre la soumission du projet au prochain Conseil du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM), j'ai l'honneur de vous informer que la contribution attendue du PNUD au titre de la phase I (2002-2004) sera intégrée dans la programmation du prochain Cadre de Coopération de Pays pour un montant de 1.650 million dollars E.U. Pour les phases II et III, les modalités de l'assistance du PNUD seront définies avec votre département au moment opportun.

En vous remerciant pour votre coopération, je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma haute considération.


Ahmed Khazaoui
Représentant Résident

cc. S.E. M. Lambe BA
Ministre de l'Environnement

cc. M. Adama Ly
Coordonnateur SEN/99/G41

cc. Mme Maryam Niémir-Fuller, UNDP/GEF
NY

Bon classement
Monsieur Moutar Diop
Ministre de l'Economie
Et des Finances
Dakar

REPUBLIQUE DU SENEGAL
UN PEUPLE - UN BUT - UNE FOI
MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT

Compte rendu de la séance de recherche d'une mise en commun des efforts et des moyens entre les projets AGIR et PGIAP dans et à la périphérie du Parc National de Niokolo-Koba.

A la suite de la réunion du 02/02/2001 tenue à Tambacounda, le 29 Mai 2001 à 16 heures, Messieurs Demba Mamadou Ba, Directeur des Parcs Nationaux (DPN), Hamady Sow Responsable du volet Périphérie du projet AGIR, Ibrahima Diop, Responsable du volet Parc du projet AGIR, Monsieur Adama Ly, Coordonnateur du Projet de Gestion Intégrée des Ecosystèmes des Aires Protégées du Sénégal (PGIAP) et Madame Macina, Secrétaire Permanent du CONSERIE ont tenu une séance de travail au siège de la DPN au Point E à Dakar, à l'effet d'examiner les possibilités de complémentarité et de synergie au titre des actions nécessaires à mener pour l'atteinte des objectifs du projet AGIR et du PGIAP. A l'issue de l'examen des actions des projets planifiées par le projet AGIR et le PGIAP, les constats et les décisions ci-dessous ont été retenus:

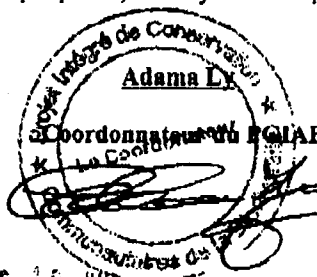
1. Un total de cinquante cinq (110) activités¹ a été identifié comme étant des actions toutes éligibles en cofinancement. Cet ensemble d'activités comprend :
 - a. Une série de vingt six (51) activités identifiées comme étant toutes importantes, et planifiées par le PGIAP et capables de consolider en synergie les actions du projet AGIR ;
 - b. Une série de 59 activités toutes planifiées par chacun des deux projets et nécessaires dans l'atteinte des objectifs des projets considérés.
2. A cet effet, aucun des deux projets n'ayant à lui tout seul les ressources financières nécessaires pour prendre en charge la totalité des actions identifiées, aussi bien dans le Parc National du Niokolo-Koba (PNNK) qu'au niveau de la périphérie, il est envisagé une complémentarité des actions du projet AGIR avec celles du PGIAP pour une réalisation en synergie des 110 actions nécessaires dans et à la périphérie du PNNK.
3. A la lumière des actions de complémentarité (a) et des actions de synergie (b) le Directeur des Parcs Nationaux et le Coordonnateur du PGIAP estiment qu'une mise en commun des efforts et des moyens est nécessaire pour une atteinte d'un développement local durable capable de générer des profits dans la conservation durable de la biodiversité d'importance mondiale dans les écosystèmes forestiers du PNNK et sa périphérie.
4. A cet effet, les deux parties estiment pour la période 2001 - 2004, qu'un montant global d'un million cent cinq cent mille francs (1,105,000) \$US devrait contribuer à une mise en œuvre correcte des actions nécessaires pour une atteinte des résultats attendus en terme de développement durable et de conservation de la biodiversité en cofinancement aux actions du PGIAP qui, pour la même période un montant total d'au moins 2 millions \$US à prendre en charge par le PGIAP comme surcoûts au titre de la levée des contraintes au développement durable et de conservation de la biodiversité d'importance mondiale.
5. Pour parvenir à cette complémentarité et à cette synergie dans la prise en charge et la conduite des actions de démonstration et de dissémination des acquis sur le terrain, les parties ont de commun accord fait une mission de terrain pour la sélection des villages et des RNC devant faire l'objet des actions pilotes de démonstration.
6. Cet accord servira de cadre de coordination, de concertation et de concrétisation dudit accord de prise en charge commune des actions nécessaires pour l'atteinte, au PNNK et sa périphérie, des objectifs des projets du AGIR et de ceux du PGIAP.

Demba Mamadou BA

Directeur des Parcs Nationaux



Date



Date

¹ Voir liste des activités retenues pour un cofinancement en annexe ci-joint.

REPUBLIQUE DU SENEGAL
UN PEUPLE - UN BUT - UNE FOI
MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT

**Compte rendu de la séance de concertation entre les actions
des projets CECI dans les Niayes et du Projet de Conservation
et Utilisation durable des Ressources Biologiques des Aires Protégées
et de leurs Périphéries au Sénégal (PCBAP)**

Le 23 Avril 2001 à 15 heures, Messieurs Babacar GUEYE et Adama Ly, respectivement Directeur du Centre Canadien d'Etudes et de Coopération Internationale (CECI) et Coordonnateur du Projet de Conservation et Utilisation Durable des Ressources Biologiques des Aires Protégées et de leurs Périphéries au Sénégal (PCBAP) ont tenu une séance de travail au siège du CECI au Point E à Dakar, à l'effet d'examiner des possibilités de complémentarité et de synergie au titre des actions nécessaires à mener pour l'atteinte des objectifs desdites structures. A l'issue de l'examen des actions des projets planifiées par le CECI et le PCBAP, les constats et les décisions ci-dessous ont été retenus:

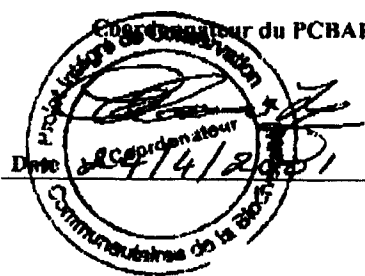
1. Un total de cinquante cinq (55) activités¹ a été identifié comme étant des actions toutes éligibles en cofinancement. Cet ensemble d'activités comprend :
 - a. Une série de vingt six (26) activités identifiées comme étant toutes importantes, identifiées par le PCBAP et capables de consolider en synergie les actions du CECI ;
 - b. Une série de 29 activités toutes planifiées par chacun des deux projets et nécessaires dans l'atteinte des objectifs des projets considérés.
2. A cet effet, aucun des deux projets n'ayant à lui tout seul les ressources financières nécessaires pour prendre en charge la totalité des actions identifiées, sur toute l'étendue du site des Niayes, il est envisagé une complémentarité des actions du CECI à travers les Projets PAEP et PGRN avec celles du PCBAP pour une réalisation en synergie des 55 actions nécessaires dans les Niayes.
3. A la lumière des actions de complémentarité (a) et des actions de synergie (b) le Directeur du CECI et le Coordonnateur du PCBAP estiment qu'une mise en commun des efforts et des moyens est nécessaire pour une atteinte dans les Niayes, d'un développement local durable capable de générer des profits dans la conservation durable de la biodiversité d'importance mondiale dans les écosystèmes Côtiers et Littoraux des terroirs villageois et des aires protégées de la grande côte du Sénégal.
4. A cet effet, les Coordonnateurs des deux projets estiment pour la période 2001 - 2003, qu'un montant global d'un million quatre cent mille francs (1,400,000) de \$US devrait contribuer à une mise en œuvre correcte des actions nécessaires pour une atteinte des résultats attendus en terme de développement durable et de conservation de la biodiversité. Ce montant intègre une contribution de 0.700 million de \$US à prendre en charge par les deux projets du CECI en cofinancement et 0.700 million de \$US à prendre en charge par le PCBAP.
5. Pour parvenir à cette complémentarité et à cette synergie dans la prise en charge et la conduite des actions de démonstration et de dissémination des acquis sur le terrain, le Directeur du CECI et le Coordonnateur du PCBAP estiment qu'une concertation annuelle est nécessaire au moment de l'élaboration des plans d'opérations en vue de coordonner dans les Niayes, les actions des projets du CECI avec celles du PCBAP.
6. Cet accord servira de cadre d'identification en commun des villages-pilotes pour les actions du PCBAP et de concrétisation dudit accord de prise en charge commune des actions nécessaires pour l'atteinte, dans les Niayes, des objectifs des projets du CECI et de ceux du PCBAP.

Babacar GUEYE

Adama Ly

Directeur du CECI

Coordonnateur du PCBAP



¹ Voir liste en annexe ci-joint, la liste des actions retenues pour le cofinancement.